

Etats-Unis : « Les plus pauvres vont faire les frais de la crise de la dette »

jeudi 4 août 2011, par [DOMENACH Hugo](#) (Date de rédaction antérieure : 3 août 2011).

Au terme d'une âpre bataille entre démocrates et républicains, le relèvement du plafond de la dette américaine a été voté mardi 2 août par le Sénat. Le président Barack Obama a promulgué le texte dès son adoption par les deux chambres du Congrès. L'accord autorise le Trésor à relever de 2 100 milliards de dollars le plafond de la dette, repoussant ainsi le risque d'un défaut de paiement. Le plan de réduction des dépenses publiques de 2 500 milliards d'euros, approuvé par le Congrès, n'a pourtant pas rassuré les marchés.

Henri Sterdyniak est directeur du département « Economie de la mondialisation » à l'OFCE et professeur à l'université Paris-IX Dauphine. Il dénonce un texte qui « fait supporter l'ajustement aux plus pauvres ».

Le compromis trouvé entre républicains et démocrates est-il de nature à rassurer les marchés et les agences de notation ?

Henri Sterdyniak - Il y a peu de risques pour que les agences de notation baissent la note (AAA, la plus élevée) attribuée aux Etats-Unis. Ces agences savent que le risque de défaut de paiement et de faillite est purement théorique : en cas de menace de faillite, la Fed (réserve fédérale) a les moyens d'intervenir pour financer la dette. En outre, le pays peut créer de la monnaie.

En réalité, le danger pourrait être politique : on peut imaginer qu'à l'avenir le mouvement conservateur du Tea Party paralyse le système en refusant tout compromis. Une agence pourrait prendre cette possibilité en compte pour dégrader la note américaine. Mais il y a peu de chances que cela arrive. Normalement, un pays qui crée sa propre monnaie a les moyens de rembourser sa dette.

Toutefois, une autre conclusion de ces quelques semaines de crise est que les Etats-Unis ont révélé leur fragilité à la face du monde : ils sont désormais moins fiables pour les investisseurs et auront du mal à encaisser un nouveau choc. Cet épisode a mis certains risques en évidence, accentués lorsque le Parlement et le président ne sont pas de la même couleur politique.

Sur le fond, l'accord vous paraît-il bon ?

Non, car il enferme la politique budgétaire américaine dans un carcan. Le texte ne prévoit pas de hausse d'impôt, ce qui enlève toute marge de manœuvre aux gouvernants pour soutenir l'économie, développer l'assurance maladie, lutter contre le chômage. Au final, ce sont les plus pauvres qui vont supporter l'ajustement, alors même que l'une des causes de la crise aux Etats-Unis, c'est la trop faible consommation, ou plutôt la trop forte consommation à crédit.

La tendance est même plus à la baisse de la protection sociale qu'à l'augmentation des impôts visant les plus riches. A court terme, il n'y a aucune chance pour que les impôts augmentent. C'est le point sur lequel la majorité des républicains ne céderont pas.

L'existence des aides sociales comme le programme Medicare peut-elle être menacée ?

La sécurité sociale américaine est fragile car elle ne suscite pas d'adhésion populaire massive. La crise a montré que ce système était protecteur et facteur de cohésion sociale, mais son poids sur les finances publiques l'affaiblit dans l'opinion.

Aux Etats-Unis, le système des aides sociales est remis en cause lors de chaque élection. Le pays n'est donc pas protégé contre un accident politique qui verrait la droite républicaine les supprimer. Les démocrates sont des défenseurs timides du système, ce qui rend l'équilibre fragile.

La solution de long terme face aux difficultés budgétaires serait une reprise de la croissance. En prend-on de le chemin ?

Les Etats-Unis sont dans une impasse. On l'a dit, l'économie américaine a besoin d'une plus grande consommation des plus pauvres, ce que ne va pas favoriser l'accord conclu sur la politique budgétaire.

Ils ont aussi besoin d'une croissance impulsée de l'extérieur, ce qui passe par une demande plus forte de la part de la Chine et des pays asiatiques. La seule marge de manœuvre des Etats-Unis pour être plus compétitifs en Asie est de faire baisser le dollar, de chercher un rééquilibrage des taux de change à l'échelle mondiale. Ils n'ont pas toutes les cartes en main.

Hugo Domenach

P.-S.

* LEMONDE.FR | 03.08.11 | 19h45 • Mis à jour le 03.08.11 | 20h11.